SALAH HAMOURI, enfin libre, nous rend visite le 26 avril !

LiBERTÉ pour les Palestiniens

RENCONTRE-DEBAT à la fac de lettres

Alors que les peuples du Proche-Orient se soulèvent pour pouvoir vivre dignement, il existe un peuple de la région à qui on refuse ce droit : les Palestiniens.

Pour étouffer et décourager toute résistance du peuple palestinien, les autorités israéliennes emprisonnent au mépris du droit tous ceux qui se battent pour un État palestinien libre et indépendant.

On évalue aujourd'hui à 750.000 le nombre de Palestiniens ayant été arrêtés depuis 1967 et détenus plus ou moins longtemps par les forces israéliennes. Ce chiffre représente plus de 20% de la population des Territoires palestiniens occupés (rapporté à la France ce serait 13 millions de français concernés), il n'est pas de famille palestinienne qui ne connaisse ou n'ai connu au moins un emprisonné.

27 des 132 députés palestiniens sont actuellement emprisonnés. Au mépris de leur immunité par-le-men-taire, ce sont donc 20% des membres du Parlement palestinien qui connaissent cette situation. parmi eux des figures emblématiques de la résistance palestinienne : Marwan Barghouti (Fatah), Ahmad Saadat (secrétaire général du Front Populaire pour la Libération de la Palestine), Aziz Dweik (Président du Parlement palestinien). Rapporté à la France, cela équivaudrait à ce que 200 par-le-men-taires soient en prison. C'est un fait unique au monde

L'objectif de l'administration pénitentiaire israélienne, qui prend pour cible les prisonniers, est de tenter de supprimer la légitimité du combat national du peuple palestinien. Elle refuse les chartes et les traités internationaux, en particulier la Charte des Nations unies qui reconnaît formellement le « droit à la résistance » pour la liberté et l'autodétermination.

Si aujourd'hui, plus de 4600 prisonniers *(dont au moins 138 enfants et 10 femmes*) sont toujours détenus, il y a dix millions de Palestiniens qui vivent sous l'emprise d'une grande prison d'occupation simplement parce qu'ils sont Palestiniens et qu'ils veulent rester ou revenir sur leurs terres, parce qu'ils résistent à la politique de nettoyage ethnique et parce qu'ils se tiennent face aux occupants pour défendre leur droit à exister.

Notre compatriote franco-palestinien **Salah Hamour**i, militant de la cause palestinienne, a été emprisonné à l'âge de 20 ans et pendant 7 ans dans les geôles israéliennes au seul motif qu'il aurait eu l'intention de commettre un crime, chose que la justice israélienne n'a jamais pu démontrer et n'a été libéré que le 18 décembre dernier malgré une large mobilisation populaire.

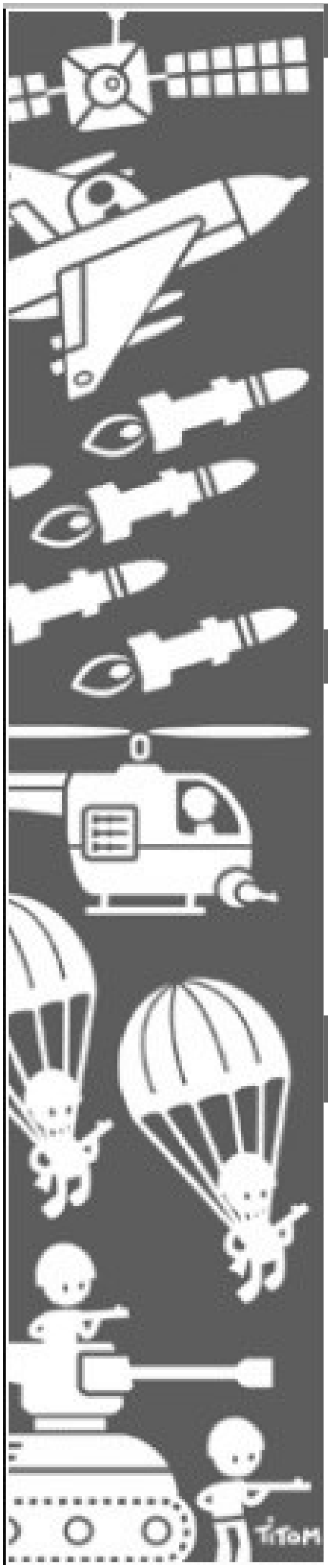
C'est le seul prisonnier politique français à l'étranger dont la famille n'a été ni reçue ni soutenue activement par le Président Sarkozy.

Salah sera reçu en mairie de Beaumont (où il avait été fait citoyen d'honneur en 2010), puis témoignera sur sa captivité et les luttes des Palestiniens lors d'une **rencontre - débat, dans l'amphi 3 de la fac de lettres Gergovia le jeudi 26 avril à partir de 20 heures : venez nombreux le rencontrer** !

Collectif 63 de soutien à Salah Hamouri et aux prisonniers palestiniens : *Assoc France Palestine Solidarité, Jeunes Communistes, Nouveau Parti Anticapitaliste, Union Etudiants Communistes, UNEF, Amis de l'Humanité, Assoc Amitiés Franco-Tunisiennes, Assoc Maroc Les 2 Rives, Europe Ecologie Les Verts, Féd Alternative Sociale Ecologique (FASE), Féd Syndicale Unitaire (FSU), MRAP, Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Réseau Education Sans Frontières, Union Syndicale SOLIDAIRES, SUD Education.*

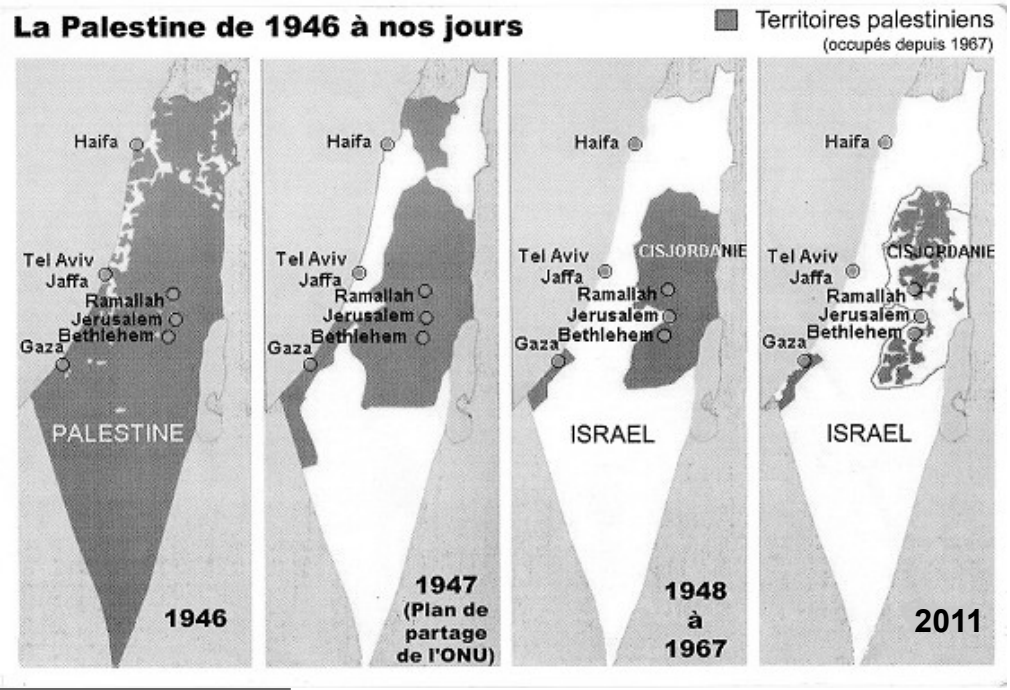
VENEZ NOMBREUX !

En plus du débat aura lieu une **vente de pâtisseries orientales et de produits palestiniens** au profit de Salah Hamouri et des prisonniers palestiniens !



La Palestine :

UN PEUPLE PRiSONNiER !



LA PRiSON :

> c'est le long mur d'annexion et d'apartheid qui a découpé le pays en enclaves et en cantons,

> c'est le blocus terrestre, maritime et aérien imposé à la bande de Gaza depuis des années,

> c'est le processus permanent de colonisation et d'annexion des terres palestiniennes,

> c'est la politique de discrimination pratiquée à Jérusalem et à l'encontre des Palestiniens d'Israël,

> c'est le refus du droit au retour pour presque 5 millions de réfugiés au mépris des résolutions de l'ONU.

Tout le peuple palestinien est otage de cette politique criminelle.

Mais rien n'est jamais figé dans l'Histoire :

En octobre dernier l'assemblée générale de l'Unesco (dont la France) votait majoritairement l'admission, en son sein, de la Palestine.

Le mot « apartheid » pour qualifier la politique israélienne n'est plus totalement tabou (voir le rapport sur l'eau des députés français, et le tribunal Russell sur la Palestine fin 2011).

Ce sont certes des pas positifs, mais encore de trop petits pas, nous ne pouvons en rester là.

Quelle sera la politique de notre futur gouvernement sur cette question ? Le mouvement citoyen imposera t-il un changement radical et une remise en cause du soutien à Israël ?

Nous devons l'obtenir en renforçant toutes les campagnes citoyennes, locales, nationales et internationales, notamment BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), parce que nous défendons :

> La paix par le droit et la justice,

> Le droit de TOUS les Palestiniens à vivre libres dans un Etat souverain.